



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Diagnostics pour le confort thermique estival sur les
campus de Colmar**

Université de Haute-Alsace
2 Rue des Frères Lumière
68093 MULHOUSE CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Réalisation de prestations similaires	3
1.4 - Représentants des parties	3
1.4.1. Représentant de l'acheteur :	3
1.4.2. Représentant du titulaire	3
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Structure et forme du contrat	4
3.1 - Nature de la prestation	4
3.2 - Procédure	4
3.3 - Forme du marché	4
3.4 - Allotissement	4
4 - Durée du marché et délais d'exécution	4
4.1 - Durée du contrat	4
4.2 - Délai d'exécution des prestations	4
5 - Prix	4
5.1 - Nature des prix	4
5.2 - Modalités de variation des prix	5
5.3 - Contenu des prix :	5
6 - Modalités de règlement des comptes	5
6.1 - Décomptes et acomptes mensuels	5
6.2 - Présentation des demandes de paiement	6
6.3 - Délai global de paiement	6
6.4 - Paiement des cotraitants	6
6.5 - Paiement des sous-traitants	7
6.6 - Avance	7
7 - Obligations du titulaire	7
7.1 - Protection de la main d'œuvre	7
7.2 - Obligation de vigilance	7
7.3 - Réparation des dommages	8
7.4 - Assurances	8
7.5 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
7.6 - Protection des données à caractère personnel	8
8 - Conditions d'exécution des prestations	8
9 - Constations de l'exécution des prestations	9
9.1 - Opérations de vérification	9
9.2 - Admission, ajournement, réfaction et rejet	9
9.3 - Personnes en charge des vérifications des prestations	9
10 - Garantie des prestations	9
11 - Pénalités de retard	9
12 - Résiliation du contrat	9
12.1 - Conditions de résiliation	9
12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	9
12.3 - Règlement à l'amiable des litiges	10
13 - Régime des résultats	10
14 - Règlement des litiges et langues	10
15 - Dérogations	10

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Diagnostic et propositions d'amélioration éventuelles pour le confort thermique estival des bâtiments A, C et D du campus Grillenbreit et du Bâtiment B au Biopôle, situés sur Colmar.

Lieux d'exécution :

Campus du Grillenbreit
34 rue du Grillenbreit
68008 COLMAR Cedex

Campus Biopôle
29 rue de Herrlisheim
68000 COLMAR

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L2122-1 et R2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.4 - Représentants des parties

1.4.1. Représentant de l'acheteur :

En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG-PI, le représentant de l'acheteur est habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent marché.

Université de Haute-Alsace
Représentée par Monsieur Pierre-Alain MULLER, Président
Direction du Patrimoine Immobilier et de l'Énergie
2 rue des Frères Lumière
68093 MULHOUSE Cedex

1.4.2. Représentant du titulaire

En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG-PI, dès la notification du marché le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du représentant de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant de l'acheteur, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et de façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières éventuelles ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique justificatif des dispositions par le titulaire pour l'exécution du contrat ;
- Le calendrier d'exécution des prestations.

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié selon les dispositions prévues aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

3 - Structure et forme du contrat

3.1 - Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un marché de prestations intellectuelles.

3.2 - Procédure

La présente consultation est lancée en procédure adaptée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

3.3 - Forme du marché

Il s'agit d'un marché ordinaire.

3.4 - Allotissement

Les prestations ne comportent pas de lot.

4 - Durée du marché et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

Le marché est ainsi conclu à compter de sa notification jusqu'à complète exécution des prestations.

4.2 - Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution sera indiqué par le candidat sachant qu'il ne pourra excéder les durées suivantes :

- Phase 1 « diagnostics » : 30 septembre 2026 (rendus des deux livrables, rapport + présentation).
- Phase 2 « prescriptions organisationnelles et techniques » : 2 mois à compter de la validation par l'Acheteur des livrables de la phase diagnostics (rapport + présentation).

Le calendrier détaillé tenant compte des délais de validation du maître d'ouvrage sera joint en annexe à l'offre du candidat. À titre d'information, l'UHA sera fermée du 27/07/2026 au 17/08/2026 (fermeture estivale).

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

5 - Prix

5.1 - Nature des prix

Les prix du marché sont forfaitaires.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (12/2025) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix du contrat sont révisables à la hausse comme à la baisse par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times ING_m / ING_o$$

Dans laquelle :

Pr = prix révisé

Po = prix initial

ING_m = valeur de l'index de référence au mois de réalisation des prestations

ING_o = valeur de l'index de référence au mois correspondant à la date limite de remise des offres (décembre 2025)

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index utilisé est le suivant :

Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 - Identifiant 001711010

Cet index est consultable sur le site internet de l'INSEE : l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010>

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales millièmes supérieurs :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée,
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

La révision sera mensuelle.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix.

5.3 - Contenu des prix :

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

6 - Modalités de règlement des comptes

6.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI. Les acomptes seront versés mensuellement.

Les prestations sont réglées à l'acceptation des livrables de chaque phase :

- Rapport de diagnostic énergétique complet.
- Présentation à la maîtrise d'ouvrage des résultats de la phase diagnostic.
- Rapport de synthèse des préconisations avec scénarios, recommandations, chiffrages des coûts et des impacts énergétiques.
- Présentation orale à la maîtrise d'ouvrage.

6.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 5° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 6° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées ;
- 7° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 10° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19681166500013
- Code service : 930

6.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 12.1 et suivants du CCAG-PI.

6.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

6.6 - Avance

Conformément à l'article R2191-3 du Code de la commande publique, une avance pourra être accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance est conditionné par la fourniture d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire par le titulaire couvrant l'intégralité du montant de l'avance.

7 - Obligations du titulaire

7.1 - Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

7.2 - Obligation de vigilance

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En application des articles D.8222-5, et L.8222-1 à L.8222-3 et R.8222-1 du code du travail, devront être produits tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois. Durant l'exécution du marché, l'acheteur public est donc fondé à demander à son cocontractant une

attestation spécifique de l'URSSAF à chaque fois qu'une période supplémentaire de six mois s'est écoulée, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement lorsque le cocontractant emploie des salariés.

En cas de manquement à cette obligation, le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses torts exclusifs, après mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, adressée par le représentant du pouvoir adjudicateur et restée infructueuse.

7.3 - Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens de l'acheteur, par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

7.4 - Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9.1 du CCAG-PI.

7.5 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

7.6 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur :

Conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG-PI, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

Arrêt de l'exécution des prestations :

Conformément aux dispositions de l'article 22 du CCAG-PI, les présentes prestations étant scindées en 2 phases à exécuter distinctement, l'acheteur peut décider, au terme de la première partie, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que les deux conditions suivantes sont remplies :

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.
L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

9 - Constatations de l'exécution des prestations

9.1 - Opérations de vérification

Les opérations de vérifications des études seront effectuées dans les conditions de l'article 28 du CCAG-PI.

9.2 - Admission, ajournement, réfaction et rejet

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI, par le pouvoir adjudicateur.

9.3 - Personnes en charge des vérifications des prestations

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les suivantes :

Université de Haute-Alsace
Direction du Patrimoine Immobilier et de l'Énergie
2 rue des Frères Lumière
68093 MULHOUSE CEDEX

10 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est appliquée dans le cadre du présent marché.

11 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAGPI, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

12 - Résiliation du contrat

12.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

12.3 - Règlement à l'amiable des litiges

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiables des litiges compétent (articles R2197-1 et suivants du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

13 - Régime des résultats

Le régime des résultats sera conforme aux dispositions de l'article 35 du CCAG-PI.

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

14 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière :

Tribunal Administratif de Strasbourg
31 avenue de la Paix
67070 STRASBOURG

Téléphone : 03 88 21 23 23
Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr
Télécopie : 03 88 83 64 44 66
Site internet : strasbourg.tribunal-administratif.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

15 - Dérogations

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-PI, toutes les dispositions du CCAG-PI non contredites par les stipulations du présent CCAP demeurent pleinement applicables.